

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE



F2210

CREATION DE NOUVEAUX LOCAUX POUR SCIENCES PO LILLE

PC40 SPE 1.3 : NOTICE DE SECURITE

Adresse du site concerné par la demande :

23, rue d'Inkermann
59000 Lille, France

Maitrise d'ouvrage

IEP LILLE - SCIENCES PO LILLE

9, rue Auguste Angellier
59000 Lille, France



Maitrise d'œuvre

ARCHITECTE ATELIER 2F

130, Boulevard de la Liberté
59000 Lille, France



BET OVERDRIVE

11, rue Théodore Blanc – bât B – CS 30125
33070 Bordeaux Cedex, France



ECOLOGUE SCOP ECOLOGIC

98, bis rue Brûle Maison
59000 Lille, France



2 SI CONSEIL

73 Boulevard Montebello
59000 Lille, France



Notice développée conjointement par le Conseil national de l'Ordre des architectes et la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (ministère de l'Intérieur, Direction des sapeurs-pompiers, Sous-direction des services d'incendie et des acteurs du secours)

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE

La présente notice descriptive (article R.123-22 du CCH et GE 2 §1) constitue la pièce n°3 des bordereaux de pièces du dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie :

- de la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (autorisation de travaux) : document Cerfa n°13824 ;
- du dossier spécifique du permis de construire (PC 39 et PC 40) ou du permis d'aménager (PA50 et PA51) permettant de vérifier la conformité des ERP aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique (pièce annexe du document Cerfa n°14570).

Afin de permettre une instruction dans les conditions optimales, l'ensemble des documents ci-après seront remis aux services chargés de l'instruction des dossiers en complément de la présente notice descriptive de sécurité :

↳ La présente notice **datée et signée par le maître d'ouvrage** ;

↳ Les autres pièces prévues à l'article GE 2 §1 :

- pièce 4 des documents cerfa :

Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir :

- les conditions d'accessibilité des engins de secours ;
- les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers
- la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

- pièce 5 des documents cerfa:

Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment :

- les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que dégagements, escaliers, sorties ;
- la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ;
- les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés.

- pièce 6 des documents cerfa :

La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification. »

↳ Le pétitionnaire pourra remplir une notice par établissement isolé les uns des autres au sens de l'article GN 3.

↳ Pour les établissements spéciaux (parcs de stationnement, chapiteaux tentes et structures, etc.) rattachés à un ERP, la rédaction d'un chapitre spécifique est préconisée dans la présente notice.

Rappel des règles de demande de dérogation

(Article R 123-13 du Code de construction et de l'Habitation et article GN 4 du règlement de sécurité)

Les dérogations accordées ne peuvent avoir pour effet de diminuer le niveau de sécurité des personnes assuré par le respect des mesures réglementaires de prévention.

Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque demande une fiche indiquant notamment :

- les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée),
- les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans)
- la justification des demandes ;
- les mesures compensatoires proposées.

Important : l'ensemble de ces documents constitue la pièce n°6 des bordereaux de dépôt des pièces jointes au titre des documents Cerfa.

N.B : Les présentes déclarations engageant le maître d'ouvrage, toute notice **non signée** ne saurait être examinée par les services compétents.

Dénomination de l'établissement :

IEP LILLE - SCIENCES PO LILLE

Adresse du projet :

23, rue d'Inkermann
59000 Lille, France

Maîtrise d'ouvrage :

IEP LILLE - SCIENCES PO LILLE
9, rue Auguste Angellier
59000 Lille, France

Maîtrise d'œuvre :

ARCHITECTE : Atelier 2F
130, Boulevard de la Liberté
59000 Lille, France

BET : OVERDRIVE
11, rue Théodore Blanc – bât B – CS 30125
33070 Bordeaux Cedex, France

ECOLOGUE : SCOP ECOLOGIC
98, bis rue Brûle Maison
59000 Lille, France

SSI : 2SI Conseil
73, Boulevard Montebello
59000 Lille, France

Organisme de contrôle et missions confiées s'il est déjà choisi :

BTP Consultants – Agence Lille
7, rue Christophe Colomb / 1^{er} étage
59700 Marcq en Baroeul, France

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents ou complémentaires :

Nom :
Qualité vis-à-vis du projet :
Coordonnées téléphoniques.....
Adresse électronique :@.....

Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant du public :

Les activités seront de **TYPE R : ENSEIGNEMENT ET FORMATION**

I – Dispositions générales

Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

Le projet consiste en la création, en **rez de chaussée**, de **nouveaux locaux d'études et de formation** pour Sciences Po Lille au 23, rue Inkermann à Lille dans l'ancien ERP Piaggio Vespa. Une petite extension (12 m² env.) est construite dans le cadre du projet.

Les locaux accessibles au public prennent place **au rez de chaussée** de quatre bâtiments contigus existants (un bâtiment en R+3+C comprenant des logements aux étages, un bâtiment en RDC surmonté d'un logement en R+1 et deux hangars en RDC) qui sont donc rénovés.

Le projet comprend :

- un hall d'accueil
- une salle de convivialité
- un local poubelles
- des sanitaires
- des salles de travail pour les doctorants et la préparation aux concours
- une salle de travail flexible
- deux salles modulables en une seule grande salle
- des boxes de travail en petits groupes
- deux réserves
- des locaux techniques (baie informatique ((VDI), CTA, TGBT, ménage)
- deux patios d'environ 20 m² chacun
- un jardin d'environ 200 m²

au rez de chaussée et un local technique en cave

1.1 - Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés : (CCH R 123.18 à R123-21)

Les activités et les effectifs sont établis en application du règlement de sécurité.

Niveaux	Types d'activités exercées	Pour une activité donnée		Effectif du public	Effectif du personnel
		Surfaces	Mode de calcul (pers/m ² , déclaratif, places, etc)	par niveau	par niveau
NIV 1 à 3	LOGEMENTS EXISTANTS				
NIV 0	FORMATION	+/- 900 m ²	DECLARATIF	189	2
			Effectif	189	2
			Effectif public et personnel (*)	TOTAL = 191	

(*) Ne pas prendre en compte l'effectif du personnel dans les ERP de la 5^{ème} catégorie, article PE3§2.

Type (activité principale et annexes) : R

Catégorie : 5

Effectifs (public et personnel) : 191 pers.

1.2 – Classement initial de l'établissement :

N.B : Pour un établissement existant, le classement antérieur de ce dernier doit être précisé, que le projet modifie ou non les activités et les surfaces accessibles au public.

Aucune activité actuellement. Le niveau 0 était antérieurement occupé par un ERP (PIAGGO/VESPA)

Type (activité principale et annexes) : M

Catégorie : 5 (supposé)

Effectifs (public / personnel) : NC

II – Règles techniques

II.I – Construction, dégagements, gaines (PE 5 à PE12)

Structures, patios et puits de lumière (PE 5)

- L'établissement n'occupe que le rez de chaussée du bâtiment, la différence de hauteur entre les niveaux extrêmes de l'établissement est donc inférieure à 8m et **aucune exigence de stabilité au feu n'est imposée**.

Isolement – Parc de stationnement (PE 6)

- L'établissement sera isolé des autres bâtiments ou locaux occupés par des tiers par des **murs et planchers CF1H**.
 - **Mise en place d'un faux plafond CF1H au droit des parties de bâtiment en R+3+C, du toit terrasse et du logement R+1 (cf plan)**
 - **Les murs mitoyens sont en briques 33 cm**
- La porte d'intercommunication située entre le dégagement d'accès aux logements (tiers) et le dégagement de l'établissement sera **CF1/2H et aura un ferme porte**.
- Les faux plafonds situés au droit des façades non aveugle des bâtiments tiers en surplomb seront **PF1/2H sur une distance supérieure à 2m (cf plan)**

Accès des secours (PE 7 ; R.143-4)

L'établissement est intégralement situé en rez de chaussée.

L'accès des secours se fait **au rez de chaussée par la façade à rue** située au 23, rue d'Inkermann à Lille (cf plan).

Enfouissement (PE 8)

- SO

Locaux présentant des risques particuliers (PE 9)

Les locaux présentant des risques particuliers (**local poubelles, local ménage, local VDI (baie informatique), TGBT, CTA, réserve commune, réserve au rez de chaussée et sous station en cave**), sont isolés des autres locaux par des **murs et planchers CF1H, les portes de ces locaux sont CF1/2H avec ferme porte**.

A – Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures (PE 10)

B – Installations de gaz combustibles

- SO

Dégagements (PE 11 ; CO 41 ; CO 44 ; CO 48)

§1 Aucun objet ne doit faire obstacle à la circulation des personnes dans les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes)

§2 Les portes permettant d'évacuer s'ouvrent par manœuvre simple

Caractéristiques des blocs portes d'évacuation (CO 44) :

- les portes sont dimensionnées en fonction de l'effectif à évacuer (cf plan)
 - calcul des dégagements (cf §3)
- Les portes va et vient ont une partie vitrée à hauteur de vue : SO
- Les vitrages des portes sont transparents et non sont pas de couleurs orange et rouge
- Les blocs portes résistant au feu possédant deux vantaux et équipés de ferme portes doivent être munis d'un dispositif permettant d'assurer la fermeture complète de ces vantaux

Portes de types spéciaux (CO 48)

- SO

Etablissement ou local de plus de 50 pers.

- Les portes de l'établissement et des locaux de plus de 50 pers. s'ouvrent dans le sens de l'évacuation sauf la porte existante située dans l'espace tiers et donnant sur la rue d'Inkermann (elle fait l'objet d'une demande de dérogation ci-joint annexée)

§3 Dégagements ne comportant pas de cul de sac supérieur à 10 m. Dérogations possibles si immeuble existant.

1 < < 19 p	1 dég. de 1 UP
20 < < 50 p	1 dég. de 1,40 m donnant sur l'extérieur (distance à parcourir < 25 m) ou 2 dég. donnant sur l'extérieur ou sur des locaux non en cul de sac (1 de 1UP et 1 dég. de 0,60m ou 1 dég. accessoire)
51 < < 100 p	2 dég. de 1 UP ou 1 dég. de 2 UP + 1 dég. de 0,60 m ou dég. accessoire
> 100 p	1 dég de 2 UP + 1 dég. de 1 UP

§4 La porte d'intercommunication visée à l'article PE 6 compte dans les dégagements exigibles. L'exploitant devra justifier d'accords contractuels avec le tiers concerné, sous forme d'acte authentique.

§5 L'établissement accueille 191 pers. (effectif cumulé (189 publics et 2 personnels)) et possède un dégagement de 2UP et un dégagement de « 1 UP » en façade à rue pour lequel une dérogation est demandée

Conduites et gaines (PE 12)

- Réalisation de gaines techniques verticales et horizontales composées d'une ossature en tôle d'acier galvanisé constituée de rails et de montants, largeur et pose simple ou double suivant hauteur, pose de dalle jusqu'au plafond plâtre, d'un parement intérieur réalisé par une plaque de plâtre standard, d'épaisseur 12.5 mm entre les montants, d'un double parement extérieur réalisé par deux plaques de plâtre standard, d'épaisseur 12.5 mm, vissées à l'ossature en pose décalée, finition prête à peindre, et interposition d'une isolation phonique en panneaux semi-rigides en laine minérale (densité 40 kg/m³), d'épaisseur 45 mm, disposés entre les montants. Réaction au feu : B-s1, d0 (anciennement M2), Résistance au feu du produit : EI30 (CF1/2H) donc EI60 (CF1H) en traversée.

II.II Aménagements intérieurs, décoration et mobilier (PE 13, AM 1 à 20)

Produits et matériaux de parois (AM 2 à AM 8)

- Parois des dégagements protégés (AM 3)

Exigences réglementaires minimales	Circulations horizontales protégées	Escaliers protégés SO
Plafonds / rampants	M1 (B-s2, d0)	M1 (B-s1, d0)
Parois verticales	M2 (C-s3, d0)	M1 (B-s2, d0)
Revêtements sol	M4 (D _{FL} -s2)	
Paliers de repos et marches		M3 (C_{FL}-s1)

- **Parois des dégagements non protégés et des locaux (AM 4 ; AM 5 ; AM 6 ; AM 7)**

Exigences réglementaires minimales		Dégagements non protégés et locaux	
Plafonds / rampants	Cas général	M1 (B-s3, d0)	
	Exception au cas général	<p>25 % de la superficie totale de ces plafonds peut être réalisée en produits ou éléments classés C-s3, d0 ou de catégorie M2 dans les dégagements et D-s3, d0 ou de catégorie M3 dans les locaux.</p> <p>Les éléments porteurs en bois ou en dérivés du bois d'une largeur minimale de 45 mm disposés avec un écartement bord à bord supérieur ou égal à 30 cm ne sont pas visés par les dispositions ci-dessus ; ils sont soumis aux seules exigences des articles CO 12 et CO 13</p>	
	Exception pour éléments ajourés	Ils peuvent être classés C-s3, d0 si la surface totale développée de leurs pleins est inférieure à 50 % de la surface au sol du dégagement non protégé ou du local	
	Suspentes	<p>Les suspentes et les fixations des plafonds suspendus doivent être conçues pour éviter les risques de chute de ce plafond. Sont réputées satisfaire à cet objectif les suspentes classées A1.</p> <p>Pour les suspentes comportant des parties combustibles, il doit être démontré que la présence de ces parties n'entraîne pas d'effondrement en chaîne du plafond avant un quart d'heure</p>	
	Exception pour plafonds tendus	S'ils sont imprimés à fonction décorative, il est admis qu'ils peuvent être classés C-s3, d0 si la surface totale imprimée est inférieure à 25 % de la surface au sol du dégagement autre que celui visé à l'article AM 3 ou du local	
	Plafonds suspendus et tendus	Ils doivent rester en place sous l'effet des variations de pression dues au fonctionnement du désenfumage mécanique.	
	Parties transparentes - lucides dans plafonds suspendus ou tendus	Les parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux, et permettant l'éclairage naturel ou artificiel peuvent être classées D-s3, d0 si leur surface est inférieure à 25 % de la surface au sol des dégagements autres que ceux visés à l'article AM 3 ou des locaux.	
Parois verticales	Cas général	M2 (C-s3, d0)	
	Lambris en bois massif sans système de revêtement et panneaux à base de bois possible sous conditions (ci contre)	<p>D-s2, d0</p> <p>Pose sur tasseaux de bois avec remplissage de la cavité par un matériau A2-s2, d0 si plafond M1 (B-s3, d0)</p>	<p>D-s2, d0</p> <p>Pose sur tasseaux de bois avec remplissage de la cavité par un matériau A2-s2, d0 si les éléments porteurs en bois ou en dérivés du bois du plafond, d'une largeur minimale de 45 mm, sont disposés avec un écartement bord à bord supérieur ou égal à 30 cm ; les lambris et les panneaux peuvent alors couvrir au maximum 50 % de la surface des parois verticales</p>
Sols	Cas général	M4 (D _{FL} -s2)	

- **Produits d'isolation (AM 8)**

Produits d'isolation acoustique, thermique, ou autre d'épaisseur supérieure à 5 mm (10 mm en sol)

Exigences réglementaires minimales	OPTION 01	OPTION 02
		<i>Etre protégés par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer son rôle protecteur, vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé, durant au moins :</i>
Toitures	<i>M0 ou A2-s2, d0</i>	<i>1/2 heure</i>
Plafonds	<i>M0 ou A2-s2, d0</i>	<i>1/2 heure</i>
Parois verticales	<i>M0 ou A2-s2, d0</i>	<i>1/4 heure</i>
Sols	<i>M0 ou A2_{FL}-s2, d0</i>	<i>1/4 heure</i>

Les produits d'isolation ne répondant pas aux dispositions ci-dessus ne peuvent être mis en œuvre qu'après avis favorable de la Commission centrale de sécurité. Les modalités d'application de la présente disposition sont fixées dans la troisième partie du guide précité.

Eléments de décoration (AM 9, AM 10)

- SO

Tentures, portières, rideaux, voilage, cloisons coulissantes ou repliables (AM 11 à AM 14)

- Le **mur mobile** situé entre les deux salles modulaires sera de catégorie **M3 min.**
- Les **rideaux** seront minimum **M2** et n'obstrueront pas les issues de secours

Gros mobilier, agencement principal, planchers légers surélevés (AM 15 à AM 18)

- Le **gros mobilier** (caisses, bars, comptoirs, vestiaires, ...), **l'agencement principal** (écrans séparatifs de boxes, rayonnages, bibliothèques, étagères, présentoirs verticaux, casiers, estrades, ...), les stands et les aménagements de planchers légers en superstructure situés dans les locaux et dégagements seront de catégorie **M3 min.**
- Le gros mobilier et l'agencement principal ne doivent pas gêner ou réduire les chemins de circulation. Ils doivent éventuellement être fixés au sol ou aux parois de façon suffisamment rigide pour que la poussée d'une foule ne puisse pas les déplacer
- Planchers légers surélevés : SO
- Rangées de sièges : SO

Eléments à vocation décorative (AM 19)

- SO

II.III Désenfumage (PE 14)

- Les salles de l'établissement n'occupent que le rez de chaussée de l'immeuble et **ne sont pas désenfumées** car leurs surfaces sont inférieures à 300 m².

Les salles de plus de 100 m² situées en sous sol doivent comporter en partie haute et en partie basse une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits.

La surface utile d'évacuation de fumées doit être au moins égale au 1/200 de la superficie au sol desdits locaux. La surface libre totale des amenées d'air d'un local doit être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumées de ce local

II.IV Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration (PE 15 à PE 19)

- SO

II.V – Chauffage, ventilation (PE 20 à 23)

- Le chauffage est assuré via une sous-station d'échange à eau chaude ($\leq +80^{\circ}\text{C}$) raccordée sur un réseau de chaleur urbain fonctionnant à la même température, par des radiateurs à eau chaude et par un plancher chauffant basse température. La distribution est réalisée par des canalisations aériennes (calorifugées) et encastrées (nues). La puissance souscrite est de 100 kW (minimum requis par le Concessionnaire) pour des besoins de 50 kW seulement.
- La ventilation est assurée mécaniquement par des installations d'extraction simple flux indépendantes dans le cas de la sous-station et du local poubelles, et par des installations double flux dans le cas des autres locaux. Toutes sont considérées comme « Ventilation de Confort » au sens du RSCI dans les ERP.

II.VI - Installations électriques (PE 24)

Les câbles et conducteurs composant l'installation électrique doivent être de catégorie C2.

Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

L'établissement sera équipé d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation y compris dans l'espace tiers servant de sortie de secours et dans l'espace jardin.

II.VII- Ascenseurs, escaliers mécanique, trottoirs roulants (PE 25)

- SO

II.VIII - Moyens de secours (PE 26 à PE 27)

- **Moyens d'extinction (PE 26)**

Les établissements doivent être dotés d'au moins un extincteur portatif installé dans les conditions définies par l'article MS 39 et en atténuation de cet article avec un minimum d'un appareil pour 300 mètres carrés et un appareil par niveau

L'établissement sera doté de **11 extincteurs portatifs**

Emplacements **suivant indications mentionnées sur le plan PBS-01 « Principe Installations Plomberie Sanitaire ».**

- **Emplacement des appareils (MS 39)**

Les moyens d'extinction doivent être répartis de préférence dans les dégagements, en des endroits visibles et facilement accessibles. Ils peuvent être protégés à condition de faire l'objet d'une signalisation claire. Ils ne doivent pas apporter de gêne à la circulation des personnes et leur emplacement, repéré par une signalisation durable, doit être tel que leur efficacité ne risque pas d'être compromise par les variations éventuelles de température survenant dans l'établissement.

Les extincteurs portatifs sont judicieusement répartis et appropriés aux risques notamment électriques qu'ils doivent combattre. Il y a un minimum d'un appareil pour 200 m² et par niveau, avec un minimum de deux par établissement. Ils doivent être accrochés à un élément fixe, avec une signalisation durable, sans placer la poignée de portage à plus de 1,20 m du sol.

- **Alarme, alerte, consignes (PE 27)**
- Un membre du personnel ou un responsable sera présent en permanence lorsque l'établissement est ouvert au public
- L'établissement est équipé d'un **équipement d'alarme de type 4**. L'alarme sera donnée dans l'établissement par bâtiment. Le système sera maintenu en bon état de fonctionnement.
- La liaison avec les sapeurs-pompiers est réalisée par téléphone **portable du personnel**
- Les consignes (numéro d'appel de sapeurs-pompiers ; adresse du centre de secours le plus proche ; dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre) seront affichées bien en vue **et seront placés à l'accueil**.
- Le personnel sera instruit sur les conduites à tenir en cas d'incendie et sera entraîné à la manœuvre des moyens de secours

III – Règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux réservés au sommeil (PE28 à PE37)

- L'établissement ne comporte pas de locaux réservés au sommeil

IV - DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE (R123-13 et GN 4)) :

Cette partie et les fiches annexées constituent la pièce numéro 6 du dossier spécifique du permis de construire

Nombre : 1

Voir fiche(s) annexée(s) au présent document.

Je soussigné, Maître d'ouvrage, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.

Date et signature